

**Proposition de loi visant à
instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants**
Sénat – Mardi octobre 2011

Monsieur le président,
Monsieur le président de la Commission des lois (Jean-Pierre Sueur),
Madame le rapporteur (Virginie Klès),
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

Donner aux mineurs les meilleures chances de rompre avec la délinquance et de se construire un avenir est au cœur de la proposition de loi qui vous est soumise aujourd'hui.

En donnant la primauté à l'éducatif, conformément à l'esprit de l'ordonnance du 2 février 1945, tout en retenant le principe du volontariat, le service citoyen créé par ce texte doit permettre aux jeunes délinquants de s'inscrire dans un véritable parcours de réinsertion.

Le contrat de service en EPIDE constitue ainsi un nouvel instrument dans la palette mise à disposition du juge, pour améliorer la prise en charge de mineurs primo-délinquants ou ayant commis des actes de faible gravité. Cette mesure peut être prononcée au titre de la composition pénale, dans le cadre d'un ajournement de peine ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Elle s'adresse à des mineurs âgés de plus de 16 ans qui ont exprimé leur consentement à suivre une telle mesure.

Comme vous le soulignez à juste titre dans votre rapport, Madame la Sénatrice, ce texte ne crée pas de dispositif nouveau mais s'inscrit dans le dispositif « *Défense deuxième chance* », qui offre, vous l'admettez, des résultats encourageants en matière d'insertion.

J'ai bien entendu les inquiétudes exprimées par votre rapporteur. Mais à ceux qui s'interrogent, je veux dire deux choses que je développerai dans un instant :

- pour les mineurs, plus encore que pour les majeurs, **nous devons adapter la réponse pénale à la diversité des profils et imaginer toutes les solutions** qui favorisent une prise en charge efficace. J'ai, pour ma part, la certitude qu'il ne faut se priver d'aucun outil pour favoriser la réinsertion d'un mineur délinquant. Le service citoyen est un instrument original qui peut répondre aux besoins de certains mineurs ; il faut donc pouvoir y recourir sans attendre.

- En outre, s'il propose un accueil et un programme adaptés, la mise en œuvre de ce nouveau dispositif ne dévoiera pas l'identité de l'EPIDE.

I. Le contrat de service en EPIDE est un dispositif efficace et adapté au profil de ces mineurs. Alliant encadrement et pédagogie, il les inscrit dans un véritable parcours de réinsertion.

Ce contrat s'adresse aux jeunes pour lesquels ni le placement en centre éducatif fermé, ni l'incarcération n'est la réponse adaptée, mais qui ont néanmoins besoin d'être encadrés strictement.

En 2010, 72 381 mesures de milieu ouvert et 7 650 mesures de placement ont été ordonnées par les parquets et juridictions pour mineurs. L'autorité judiciaire dispose aujourd'hui d'une large palette de solutions permettant d'adapter la réponse pénale au profil du délinquant. Il s'agit aujourd'hui de compléter les mesures que le juge peut prononcer. Nous devons en effet adapter la réponse pénale à la diversité des profils pour favoriser la prise en charge la plus efficace.

Le contrat de service citoyen poursuit, en effet, trois objectifs :

- une mise à niveau des fondamentaux scolaires ;
- une formation civique et comportementale par lesquelles ces jeunes réapprendront les règles du vivre ensemble ;

- une pré-formation professionnelle en partenariat avec des employeurs et des structures locales, afin de favoriser l'embauche de ces jeunes dans des secteurs d'emploi qui recrutent.

Depuis leur création en 2005, les centres EPIDE ont largement fait la preuve de leur efficacité pour l'encadrement et la formation de jeunes majeurs en perte de repères, grâce à leur double mission d'insertion sociale et professionnelle et de prévention de la délinquance.

Je rappelle que l'EPIDE est une structure civile, qui s'inspire à la fois du modèle militaire mais aussi des méthodes des travailleurs sociaux. Il ne s'agit donc pas de confier à l'armée nos jeunes délinquants. C'est précisément la complémentarité entre les formateurs professionnels et les anciens militaires, qui représentent 42% des personnels encadrants, ainsi que les partenariats avec le monde de l'entreprise, qui font la force du dispositif.

Il ne faut se priver d'aucun outil qui permettra au jeune de sortir de la délinquance : la seule réponse pénale adaptée pour ce public est celle qui assurera la réinsertion.

Disant cela, je ne fais pas preuve d'une grande originalité, veillant surtout à appliquer le principe de « primauté de l'éducatif » maintes fois rappelé par le Conseil constitutionnel.

Les mineurs devront exprimer leur consentement à suivre cette mesure, de même que leurs parents. J'insiste sur cette idée d'adhésion car c'est une mesure globale à laquelle toutes parties prenantes doivent être associées.

Cette modalité est la même que pour le travail d'intérêt général. Egalement prononcé dans le cadre d'une mesure judiciaire, le TIG nécessite l'adhésion du délinquant afin que la mesure fonctionne et donne de bons résultats.

Pour produire pleinement ses effets, le contrat de service s'inscrira dans la durée pour une période comprise entre 6 et 12 mois et le séjour moyen sera probablement de 10 mois. En outre, le mineur aura la possibilité, à l'issue de la mesure judiciaire,

de prolonger son contrat, de son propre chef et en accord avec l'EPIDE. A l'inverse, si le jeune méconnaît ses engagements, il reviendra au directeur du centre EPIDE d'en informer l'autorité judiciaire, qui se prononcera sur les suites à donner, pouvant se traduire par la révocation de la mesure.

II. Parce qu'il répond aux missions et à l'expérience de l'EPIDE, et parce que nous renforcerons les moyens de cet établissement pour le mettre en place, le service citoyen ne viendra ni dénaturer, ni déstabiliser l'établissement.

En élargissant le public de l'EPIDE, comme le prévoit la proposition de loi, nous ne fragilisons pas les centres EPIDE, mais nous prolongeons leur mission pour mener le plus en amont possible l'action de réinsertion. Je rappellerai que depuis 2010, l'EPIDE travaille d'ailleurs déjà avec la protection judiciaire de la jeunesse à l'insertion de jeunes majeurs qui, ayant purgé leur peine, souhaitent s'engager dans un projet de formation professionnelle.

La Chancellerie a mené un travail de grande qualité avec les services de l'EPIDE, en amont de ce texte, afin de construire ensemble les conditions d'accueil et d'encadrement de ces jeunes. L'EPIDE est prêt à les accueillir et à les former.

Je crois particulièrement important d'intégrer ces mineurs au public existant des centres et de les inscrire dans la dynamique de reconstruction des jeunes majeurs qui suivent le programme de l'EPIDE. **Il n'y aura ni stigmatisation, ni dévoiement du dispositif** : le texte a d'ailleurs prévu que les mineurs délinquants resteront minoritaires et représenteront au plus 10% du public des centres.

Je suis profondément convaincu de l'effet bénéfique que pourront avoir les majeurs sur les plus jeunes : parce qu'ils ont choisi de s'inscrire dans un projet d'avenir, leur présence aura un effet d'entraînement, qui, loin de fragiliser le groupe, bénéficiera au contraire à sa cohésion.

Il n'est pas question de modifier le statut de l'EPIDE pour le placer sous la tutelle du ministère de la justice, car si le juge propose la mesure, le contrat de service en EPIDE n'est pas une mesure de placement.

Le service citoyen que propose cette loi suppose bien évidemment de renforcer le dispositif existant de l'EPIDE : ses moyens seront ainsi abondés afin de créer progressivement de nouvelles places dédiées et d'assurer une formation complémentaire des personnels pour un encadrement adéquat. Dès février 2012, les trois centres de Bourges, Belfort et Val-de-Reuil pourront accueillir les premiers mineurs concernés. D'ici juin, 15 centres pourront accueillir des mineurs délinquants. Nous disposerons alors de 166 places permettant d'accueillir 200 jeunes.

III. Toujours dans le souci de moderniser la justice des mineurs tout en préservant son identité et ses spécificités, **le texte vise, dans son second volet, à mettre notre droit en conformité avec les exigences posées par le Conseil constitutionnel dans ses décisions des 8 juillet et 4 août derniers.**

Sur proposition du Gouvernement, l'Assemblée nationale a introduit un article qui tire, en effet, toutes les conséquences de ces décisions quant à la composition du tribunal pour enfants et du tribunal correctionnel pour mineurs et aux modes de poursuites devant le tribunal correctionnel pour mineurs.

Ces dispositions permettent d'abord de renforcer l'impartialité des juridictions pour mineurs, en prévoyant notamment que le juge des enfants qui a instruit l'affaire et l'aura renvoyée devant le tribunal ne pourra pas présider celui-ci.

Elles précisent ensuite, quant aux modalités de saisine du tribunal correctionnel pour mineurs institué par la loi du 10 août dernier pour les récidivistes de plus de 16 ans, que le parquet aura la faculté de demander au juge des enfants le renvoi dans un délai très rapproché, fixé entre dix jours et un mois. Ce mode de poursuite par voie de requête devant le juge des enfants assure la conciliation du rôle de ce dernier, tel que défini par le Conseil constitutionnel, avec l'exigence d'une réponse rapide, lorsque bien sûr celle-ci est possible.

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Depuis l'adoption de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, la justice pénale des mineurs repose sur les principes fondamentaux que sont la primauté donnée à l'éducatif sur le répressif, l'atténuation de la responsabilité pénale et la spécificité de la procédure pénale. Ce sont là des objectifs indissociables et dans toutes ses dimensions, le texte vous est proposé s'inscrit pleinement dans cette tradition.

Je crois profondément que nous ne devons pas nous priver de ce nouvel outil de réinsertion sociale et professionnelle que constitue le service citoyen, car il est un moyen pertinent et efficace pour prévenir la récurrence de jeunes qui ne sont pas encore ancrés dans la délinquance. Le contrat de service citoyen est une chance pour eux, car l'EPIDE saura leur réapprendre les fondamentaux et les règles du vivre ensemble et leur apportera les clés d'une insertion professionnelle.

Je vous remercie.